



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRAND MONTAUBAN COMMUNAUTE D AGGLOMERATION

9 RUE DE L HOTEL DE VILLE

—

MAIRIE

82000 Montauban

Références : SV / S-2025-0513

Code AIOT : 0100002660

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2025 dans l'établissement GRAND MONTAUBAN COMMUNAUTE D AGGLOMERATION implanté 146 Route d'Albefeuille Lagarde -- 82000 Montauban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 avril 2025, et de la vérification des prescriptions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAND MONTAUBAN COMMUNAUTE D AGGLOMERATION
- 146 Route d'Albefeuille Lagarde – 82000 Montauban
- Code AIOT : 0100002660
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Grand Montauban Communauté d'Agglomération (GMCA) exploite une station d'épuration équipée d'une unité de méthanisation d'une capacité de traitement de 95 tonnes par jour, ainsi qu'une unité de compostage. Du fait d'apports extérieurs de déchets dans le processus, ces deux installations relèvent de la nomenclature des ICPE au titre des rubriques n°2780-3 et 2781-2.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Méthaniseur : Limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 26.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Transmission des justificatifs de conformité	Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 26.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Conformité du dossier	Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 26.4	Demande d'action corrective	3 mois
7	Résistance au feu	Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 28.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 28.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 28.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 28.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Méthaniseur : Limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 26.1.2	/	Sans objet
5	Plateforme de compostage : limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 27.1.1	/	Sans objet
6	Plateforme de compostage : limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 27.1.2	/	Sans objet
11	Conditions d'admission sur la plateforme de compostage	Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 26.5	/	Sans objet
12	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
13	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
14	Exploitation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 25	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
15	Exploitation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
16	Déroulement du procédé de méthanisation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
17	Déroulement du procédé de méthanisation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
18	Incident – Accident	Code de l'environnement du 21/03/2025, article R.512-69	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'incident sur les gazomètres, l'exploitant a établi et mis en œuvre les procédures opérationnelles lui permettant de piloter et maîtriser ses installations. En conséquence, l'inspection propose à monsieur le préfet de lever l'arrêté de mise en demeure du 22 avril 20025 pris suite à

l'incident sur les gazomètre.

Néanmoins, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les moyens de détection incendie et de désenfumage prévus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2023 au niveau du bâtiment de compostage, dispositifs qui auraient dû être opérationnels au 31 décembre 2023.

De plus l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre les justificatifs de comportement au feu du local d'épuration du biogaz, du poste d'injection et du bâtiment de compostage.

L'inspection propose en conséquence à Monsieur le Préfet un nouveau projet de mise en demeure sur ces différents points.

Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant que toutes modifications de ses installations doivent être portées à la connaissance du Préfet avant toute mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Méthaniseur : Limites de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 26.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Déchets autorisés
Prescription contrôlée : Les déchets autorisés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• boues et graisses de la station du Verdier,• boues et graisses des stations d'épuration de GMCA,• boues issues du prétraitement de l'abattoir de Montauban,• boues et graisses des stations d'épuration du Tarn-et-Garonne,• boues et graisses de type agro-alimentaire en provenance du Tarn-et-Garonne et des départements limitrophes
Constats : L'exploitant indique notamment avoir : <ul style="list-style-type: none">• mis à jour le manuel d'autosurveillance du site pour intégrer cette prescription.• mis à jour les conventions de dépotage des vidangeurs (conventions en cours de signature au sein des entreprises concernées). Ces conventions seront transmises aux vidangeurs une fois que les visites de la STEP auront été faites en présence de tous les chauffeurs des sociétés de vidange (visites prévues sur octobre et novembre 2025).• créé une instruction de travail GEM IT 12 - Suivi des entrants sur méthanisation, avec le suivi sur un registre dédié (GEM IS 12 Registre suivi des entrants méthanisation). Il précise également que pour le moment, seules les graisses internes de la STEP du Verdié vont dans le process méthanisation, et qu'il n'y a pas eu d'apport extérieur de graisses ou de boues. En ce qui concerne les boues issues du pré-traitement de l'abattoir, plus aucun apport n'est fait depuis le jugement de conversion en liquidation judiciaire du 12/12/2023 de l'abattoir du Bas Quercy. L'inspection demande la présentation du registre "déchets entrant". L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ledit registre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection une copie de son registre de "déchets entrant" sous un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Méthaniseur : Limites de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 26.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Déchets interdits
Prescription contrôlée : L'admission des déchets suivants sur le site de l'installation est interdite : <ul style="list-style-type: none"> • déchets dangereux au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement susvisé, • sous-produits animaux de catégorie 1 et 2 tels que définis à l'article 8 du règlement (CE) n° 1069/2009, • déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection, • déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés, même après prétraitement par désinfection.
Constats : L'exploitant précise avoir réalisé plusieurs actions pour justifier de la conformité de ce point, à savoir: <ul style="list-style-type: none"> • la mise à jour : <ul style="list-style-type: none"> ◦ du manuel d'autosurveillance du site pour intégrer cette prescription, ◦ des conventions de dépotage des vidangeurs (en cours de signature au sein des entreprises concernées - cf point précédent). • la création d'une instruction de travail avec une spécification sur les déchets interdits (GEM IT 12 - Suivi des entrants sur méthanisation). Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Transmission des justificatifs de conformité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 26.3
Thème(s) : Situation administrative, Récolement à l'AM du 12 août 2010
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la mise en service de l'installation les justificatifs de conformité à l'arrêté ministériel susvisé du 12 août 2010 et notamment ceux concernant le comportement au feu et le désenfumage du local d'épuration du biogaz et du poste d'injection, énoncés respectivement aux articles 15 et 16 de l'arrêté

ministériel susvisé du 12 août 2010.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que la mise en service du méthaniseur date d'octobre 2024. La date de la première injection de biogaz est le 17 décembre 2024 selon l'exploitant.</p> <p>L'exploitant indique qu'un récolement a été réalisé sur chaque article de l'arrêté du 12 août 2010, avec mise en œuvre d'instructions de travail spécifiques au site quand cela lui a semblé nécessaire.</p> <p>Or l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les caractéristiques de comportement au feu et le désenfumage du local d'épuration du biogaz et du poste d'injection, énoncés respectivement aux articles 15 et 16 de l'arrêté ministériel susvisé du 12 août 2010. Dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale, il avait été écrit : "Le conteneur d'épuration du biogaz et le poste d'injection du biogaz présenteront les caractéristiques au feu énoncées dans l'article 15 (murs extérieurs, murs séparatifs et planchers REI 120)" .</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que les locaux abritant les équipement de méthanisation doivent satisfaire aux dispositions des articles 15 et 16 de l'arrêté du 12 août 2010 susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs de comportement au feu et de désenfumage du local d'épuration du biogaz et du poste d'injection, énoncés respectivement aux articles 15 et 16 de l'arrêté ministériel susvisé du 12 août 2010 sous un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conformité du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 26.4
Thème(s) : Situation administrative, Implantation de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection informe l'exploitant avoir été sollicité pour avis dans le cadre du PC modificatif déposé par la collectivité en date du 29/07/2025.</p> <p>L'exploitant indique que ces modifications ont été apportées sur les installations lors de la phase de construction.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'aucun porter à connaissance listant les modifications n'a été déposé auprès de la DDT-82 service coordinateur de la procédure de DDAENV.</p> <p>L'exploitant indique qu'un porter à connaissance est en cours de rédaction pour transmission dans les plus brefs délais. Il contiendra notamment toutes les modifications du dossier depuis</p>

<p>l'obtention de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2023 à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ajout paratonnerre ; • ajout d'un bassin d'orage (mentionné dans article 18.3 de l'AP du 31/01/2023) ; • dimension de la rétention des 2 digesteurs ; • Modification du lieu du poste d'injection GrDF ; • Modification débit du Poteau Incendie à 90 m³/h ; • Détection incendie : modification de la date de réalisation à fin 2025 ; • Désenfumage : modification date de réalisation à fin 2025 ; • Arrêt de l'apport de boues issues du pré-traitement de l'abattoir de Montauban.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de déposer auprès de la DDT, en tant que service coordinateur de l'autorisation environnementale, le porter à connaissance afin de régulariser la situation administrative du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Plateforme de compostage : limites de l'autorisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 27.1.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Déchets autorisés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets autorisés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • boues et digestats issus de la station du Verdier, • boues des stations d'épuration de GMCA lorsqu'elles présentent une siccité et une composition compatible avec le compostage, • boues des stations d'épuration du Tarn-et-Garonne, notamment celles provenant d'un traitement par lits plantés de roseaux,»
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne recevoir à ce jour que les boues et digestats issus de la station du Verdier, et les boues de la station d'épuration de Montbeton (boue déshydratée). Par ailleurs, il précise avoir mis à jour le manuel d'autosurveillance du site pour intégrer cette prescription et avoir créé une instruction de travail (GEM IT 14 - Suivi des entrants sur unité de compostage), avec le suivi sur un registre dédié (GEM IS 13 Registre suivi des entrants plateforme de compostage).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Plateforme de compostage : limites de l'autorisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 27.1.2</p>
--

Thème(s) : Autre, Déchets interdit
Prescription contrôlée : Déchets interdits : L'admission des déchets suivants sur le site de l'installation est interdite : <ul style="list-style-type: none"> • déchets dangereux au sens de l'article R.541-8 du code de l'environnement susvisé, • sous-produits animaux de catégorie 1 et 2 tels que définis à l'article 8 du règlement (CE) n° 1069/2009, • bois termités, • déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection. • déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés, même après prétraitement par désinfection .
Constats : L'exploitant indique que les déchets verts proviennent de la déchetterie ALBASUD, et sont broyés par la société APAG Filière unique. Il précise avoir reçu en 2025, 368 tonnes de déchets verts.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Résistance au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 28.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristique de résistance
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • ensemble de la structure a minima R0 ; • parois intérieures et extérieures de classe A2s1d0 ; • toitures et couvertures de toiture de classe et d'indice BROOF (t3). Les locaux ne comportent pas de stockage de matières inflammables ou combustibles autres que celles strictement nécessaires à l'exercice de l'activité.
Constats : L'exploitant indique que dans la demande d'autorisation environnementale, en pièce 77 (page 80), il est indiqué que les réactions et résistances au feu (données issues du PC de la plateforme de compostage) sont les suivantes: <ul style="list-style-type: none"> • Structure sans stabilité = R0 • Bardage métallique = incombustible = M0 = A2s1d0 • Couverture en bac acier = BROOF t3 et que ces éléments permettent de répondre à la prescription. L'inspection demande à l'exploitant de présenter un justificatif de résistance au feu, justificatif

que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le jour de la visite d'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de la résistance au feu du bâtiment de compostage sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 28.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de la mise en oeuvre
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système de détection Incendie sur la plateforme de compostage, comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • caméras thermiques, • centralisateur de mise en sécurisation incendie (CMSI), • 1 ensemble de détecteurs incendie reliés au CMSI, • 1 alimentation électrique de sécurité (AES), • 1 ensemble sirène, • 1 ensemble gyrophare, • 1 ensemble déclencheurs manuels. Le CMSI est asservi au déclenchement du désenfumage (trappes) et à l'évacuation. Le système de détection Incendie du bâtiment de compostage est installé avant le 31 décembre 2023. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées et au SDIS, sous un délai d'un mois après réalisation des travaux de mise en place du système de détection incendie, une copie du plan de masse du bâtiment mis à jour précisant l'emplacement des dispositifs de sécurité ci-dessus et des dispositifs de lutte contre l'incendie. »
Constats : L'exploitant précise qu'une consultation auprès d'entreprise a été lancée par le GMCA, pour une mise au norme du bâtiment de compostage respectant les prescriptions prévus dans l'article 28.1.2 de l'arrêté préfectoral du 31/01/2023. L'exploitant indique que les entreprises candidates sont venues sur le site pour voir les travaux à réaliser et le contexte local en date du 10 septembre 2025. Les offres ont été remises à la collectivité en date du 29 septembre 2025 et sont en cours de dépouillement. L'exploitant indique que le bâtiment ne dispose toujours pas des équipements listés dans cet article conformément à son engagement lors de l'instruction du dossier. L'ensemble des équipements aurait dû être installé avant le 31 décembre 2023. À la date de rédaction du présent rapport, l'inspection n'a pas été destinataire de l'entreprise lauréate de cet appel d'offre, ni du planning d'intervention pour la mise aux normes du bâtiment de compostage

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de mettre au norme son bâtiment de compostage en installant les équipements listés à l'article 28.1.2 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2023. Il est proposé à Monsieur le préfet de prendre à l'encontre de l'exploitant un arrêté préfectoral de mise en demeure afin que celui-ci se mette en conformité sous un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 28.2
Thème(s) : Risques accidentels, Présence des dispositifs
Prescription contrôlée : Désenfumage. La toiture du bâtiment de la plateforme de compostage dispose de : • 0,72 % de trappe de désenfumage, • 1,28 % d'éléments légers fusibles sous l'effet de la chaleur. Les trappes de désenfumage présentes sont en bon état de fonctionnement. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées : • sous un délai de 1 an les justificatifs de mise en place de 1,28 % de la toiture d'éléments légers fusibles sous l'effet de la chaleur afin de mettre en conformité les installations de désenfumage existantes. La commande manuelle des exutoires de fumée est facilement accessible depuis les issues de secours.
Constats : Ce point fait l'objet du même appel d'offre que le point précédent, l'exploitant précise que le bâtiment ne respecte pas la prescription à la date de la visite d'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant d'engager les travaux nécessaire afin de mettre le bâtiment en conformité pour les dispositifs de désenfumage. Il est proposé à Monsieur le préfet de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 28.3
Thème(s) : Risques accidentels, PRésence des dispositifs
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en

vigueur, notamment : • d'un poteau incendie d'un réseau public implanté sur le site de la station de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 100 m³/h à un bar pendant une durée d'au moins deux heures, • d'un poste de refoulement des eaux traitées et désinfectées sous pression disposant d'un raccord pompier permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h à un bar pendant une durée d'au moins deux heures, • L'exploitant doit pouvoir fournir en simultané un besoin au minimum de 150 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures, • Le reste des besoins en eau sera fourni en équivalence d'eau, soit 460 m³ au minimum, par l'intermédiaire d'un ou plusieurs clarificateurs d'eau claire équipé(s) d'au moins 4 sorties de 100 mm (colonnes/poteaux d'aspiration) et de deux plateformes d'aspiration de 32 m. Le volume disponible est d'environ 3 000 m³ par clarificateur. L'eau claire est sans matière en suspension susceptible de détériorer les équipements du SDIS. • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. En cas de risque élevé d'incendie, l'installation est également dotée de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues des bâtiments fermés. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. • Les moyens de lutte contre l'incendie sont disponibles en permanence et dimensionnés pour fonctionner efficacement quelle que soit la température extérieure, et notamment en période de gel. • L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés. L'exploitant justifie de la disponibilité de l'eau sous pression au débit de 60 m³/h depuis le poste de refoulement des eaux traitées en dehors de la période d'utilisation de la REUSE vers le golf. La note correspondante est transmise la DREAL-ICPE sous deux mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant indique que le site dispose :

- d'un poteau incendie dans l'enceinte de la station d'épuration au droit du bassin tampon. Mais le contrôle de ce poteau incendie a révélé un débit à 94 m³/h au lieu des 100 m³/h demandé,
- d'un poste de refoulement des eaux traitées et désinfectées sous pression disposant d'un raccord pompier permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h à un bar pendant une durée d'au moins deux heures,

Néanmoins, l'exploitant précise être en capacité de fournir en simultané, 150 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures.

Pour satisfaire le reste des besoins, l'exploitant indique la mise en place :

- de deux prises d'eau dans chaque clarificateur, en DN100, avec prise dans la partie claire des clarificateurs. Le jour de l'inspection, il restait à assurer la matérialisation des aires d'aspiration (marquage au sol) ainsi que la mise en place des affiches « défense de stationner » et « réserve incendie ».
- d'extincteurs positionnés dans les endroits stratégiques, avec une typologie bien

spécifique selon le risque.

Une réunion technique a eu lieu le 16 septembre 2025, en présence de l'UID-DREAL et du SDIS, afin de valider les volumes mentionnés dans l'arrêté préfectoral, et une demande de modification sera introduite dans le porter à connaissance à venir (passage d'un débit de 100 à 90 m³ /h pour le poteau incendie). De plus, le plan des zones à risques est en cours de réalisation, une validation sera demandée au SDIS en amont de la mise en œuvre définitive.

L'exploitant précise avoir mis en place une instruction spécifique concernant la lutte contre incendie avec ces différents éléments (GEM ITU 04 - consigne lutte contre incendie).

Par courriel du 24 octobre 2025, l'exploitant a transmis une photos de la mise en place des marquages des aires d'aspiration au droit des clarificateurs, ainsi que des 2 panneautages sur les prises clarificateurs dans l'espace enherbé et 1 panneau sur le mur de la pompe en sortie REUSE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de porter à la connaissance de Monsieur le Préfet les modifications sollicitées accompagnées des éléments d'appréciation, ainsi que du plan des zones à risques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Conditions d'admission sur la plateforme de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2021, article 26.5

Thème(s) : Autre, Qualité du digestat

Prescription contrôlée :

Le digestat issu de l'opération de méthanisation respecte les normes d'admission au niveau de la plate-forme de compostage. Si le digestat ne peut pas être admis dans la plate-forme de compostage, celui-ci est envoyé et éliminé dans une filière dûment autorisée à le recevoir.

Constats :

L'exploitant indique faire réaliser 10 prélèvements par an sur le digestat et l'envoyer en laboratoire agréé, conformément à un planning réalisé en début d'année. Les résultats sont archivés sur site.

Il précise qu'une procédure a été mise en place en cas de boues non conformes à la réglementation (Procédure PF_compostage_IT_PO en cas de boues NC).

À date, l'exploitant informe l'inspection qu'il n'a jamais eu de boues non conformes sur le site.

L'ensemble des prélèvements sur le digestat ou le composte est conforme à la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation « et astreinte ».
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>« Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. » L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, « d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées » par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p> <p>« Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage de percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosion. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. » Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
Constats : <p>Ce point a fait l'objet de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 82-2025-04-22-00001 du 22 avril 2025.</p> <p>L'exploitant précise la mise en place d'une procédure pendant la phase travaux pendant laquelle STEREAU était encore présent sur site et réalisait les interventions en astreinte. Puis, au départ du constructeur, il a été mis en place une procédure propre au service SAUR/GEM et aux agents d'astreinte. Un logigramme est présent en fin de chaque procédure, présentant le déroulé d'une intervention en astreinte, depuis l'alarme à l'intervention si besoin de l'agent d'astreinte.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection les procédures "GEM IT 03 Astreinte Méthanisation STEREAU/SAUR" du 25/04/2025 et "GEM IT 04 Astreinte STEP Verdié SAUR", mise à jour en date du 01/06/2025.</p> <p>L'inspection constate qu'il est bien stipulé dans cette dernière que les agents exploitation interviennent en 30 minutes après détection d'une alarme.</p> <p>Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose de lever l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 avril 2025 susvisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques, classement en zones à risque d'explosion.
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

« L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'une atmosphère explosive (ATEX), qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsque ces zones sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), celles-ci sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ce risque d'explosion tel que mentionné à l'article 4 du présent arrêté. Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 35. »

Constats :

Ce point a fait l'objet de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n082-2025-04-22-00001 du 22 avril 2025.

L'exploitant précise avoir mis en place une procédure spécifiant les consignes de sécurité ATEX (GEM IT 05 Consigne sécurité ATEX) ainsi qu'une consigne spécifiant les affichages mis en place sur le site pour les zones ATEX (GEM IT 08 Affichage zone ATEX). Il précise avoir positionné au niveau des 2 accès à la zone à risque le panneau FPR124. Il a été mis en place, les plans localisant les zonages au niveau des ouvrages des digesteurs et de la torchère.

De plus, dans ces procédures figurent également les documents indispensables et nécessaires selon les travaux prévus avant toute intervention dans une zone ATEX:

- Plan de prévention entreprises extérieures GEM IS 14 01,
- Permis d'intervention GEM IS 03 01,
- Permis de feu (selon activité réalisée) SAUR IS 14 03,
- Permis de pénétrer en milieu confiné (selon activité réalisée) SAUR IS 14 09,
- Fiche de consignation et déconsignation électrique (selon activité réalisée) SAUR IS 30 02,
- Plan de prévention avec Entreprise extérieure.

L'inspection constate la présence des affichages lors de la visite de terrain.

L'exploitant ayant déféré à ce point de la mise en demeure, l'inspection propose de lever l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure susvisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/03/2025

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 11, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un " permis de feu ".

Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention " et éventuellement d'un " permis de feu " et en respectant une consigne particulière.

Le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

« Les documents ou dossier préalable nécessaires à la délivrance du permis comprennent :

« - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;

« - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

« - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;

« - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;

« - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

« Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection contre les explosions défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article.

« L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation des travaux ayant fait l'objet du « permis de feu », doit être affichée en caractères apparents. »

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure « en présence de l'exploitant ». « Cette vérification fait l'objet d'un enregistrement annexé au programme de maintenance préventive visé à l'article 35. »

Constats :

Ce point a fait l'objet de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°082-2025-04-22-00001 du 22 avril 2025.

L'exploitant précise que les permis d'intervention de l'entreprise MICREAU et STEREAU pour les interventions du 11/03/2025 et du 17/03/2025 sur le gazomètre ont été présentés à postériori à la SAUR en date du 11/04/2025, en lien avec le contrôle de l'IIC du 21/03/2025.

Il précise que tous les modes opératoires pour valider l'intervention avaient bien été envoyés à

Saur avant les interventions.

Depuis cet évènement, l'exploitant affirme avoir mis en œuvre une procédure spécifique pour les interventions en zone ATEX, avec les documents nécessaires et obligatoires à mettre en œuvre avant chaque intervention. Il s'agit de la procédure GEM IT 05 consignes sécurité ATEX, dans laquelle ont été reprises les consignes de sécurité avec les obligations et les interdictions à appliquer, ainsi que les documents préalables à toute intervention :

- Plan de prévention entreprises extérieures GEM IS 14 01,
- Permis d'intervention GEM IS 03 01,
- Permis de feu (selon activité réalisée) SAUR IS 14 03,
- Permis de pénétrer en milieu confiné (selon activité réalisée) SAUR IS 14 09,
- Fiche de consignation et déconsignation électrique (selon activité réalisée) SAUR IS 30 02

Ces documents sont renseignés par les entreprises intervenantes et sont consignés dans le classeur mis en place et présent sur site.

L'exploitant ayant déféré à l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 22 avril 2025 susvisé, il est proposé de lever ce point de la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26

Thème(s) : Situation administrative, Consignes d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. « Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels d'entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. » Ces consignes indiquent notamment : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes

qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune. Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH4 et de H2S avant toute intervention.

Constats :

Ce point a fait l'objet de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n082-2025-04-22-00001 du 22 avril 2025.

L'exploitant précise que suite à la visite d'inspection précédente, il a été formalisé dans une procédure les différents éléments inhérents à la notice d'exploitation fournie par le constructeur sur le méthaniseur (GEM IT 01 Notice exploitation méthanisation), qui est suivie avec les registres de suivi (GEM IS 07 Registre de contrôle digesteurs et épurateur).

De façon plus spécifique, l'exploitant a également mis en œuvre des instructions dédiées pour les sujets suivants :

- GEM IT 06 Maintenance préventive
- GEM IT 07 Consigne arrêt démarrage digesteur
- GEM IT 11 Suivi destruction biogaz par torchère
- GEM IT 13 Localisation et entretien des détecteurs de fumées
- GEM ITU 01 Consigne d'intervention biométhane
- GEM ITU 02 Gestion des eaux d'incendie
- GEM ITU 03 Consignation du biogaz
- GEM ITU 04 Lutte incendie
- GEM ITU 05 Consigne baisse pression biogaz
- GEM ITU 06 Consignes d'urgence incendie
- GEM ITU 07 consignes arrêt d'urgence méthanisation

L'exploitant ayant déféré à l'article 4 de l'arrêté de mise en demeure du 22 avril 2025 susvisé, il est proposé de lever ce point de la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Déroulement du procédé de méthanisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35

Thème(s) : Autre, Surveillance de la méthanisation.

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées. « **Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité** (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et

la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Il inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.

« Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation.

Le système de surveillance inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :

« - le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ;

« - la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ;

« - les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur. »

Constats :

Ce point a fait l'objet de l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°082-2025-04-22-00001 du 22 avril 2025.

L'exploitant a mis en œuvre une instruction sur les consignes de contrôle et de maintenance des équipements (GEM IT 06 consignes modalités de contrôle et maintenance), associée à un suivi sous forme de registre (GEM IS 06 Programme de maintenance préventive).

Il précise que des mesures en continu existent sur chaque digesteur, avec retransmission sur la supervision : pH, température du digesteur et des boues entrantes, la hauteur de matières mais également la pression du biogaz.

Suite à la visite d'inspection du 21/03/2025, l'exploitant a mis en œuvre fin juin 2025 des sondes de niveau complémentaires pour permettre de suivre le niveau de mousse dans chaque digesteur. Cette information remonte également au niveau de la supervision.

L'exploitant ayant déféré à l'article 5 de l'arrêté de mise en demeure du 22 avril 2025 susvisé, il est proposé de lever ce point de la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Déroulement du procédé de méthanisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36

Thème(s) : Autre, Phase de démarrage des installations.

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

<p>L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les dépressions est vérifiée lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés dans un registre.</p> <p>Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation « , à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations ». Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion (inertage, dilution par ventilation...), qu'il met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.</p> <p>Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point a fait l'objet de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n082-2025-04-22-00001du 22 avril 2025.</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en œuvre une instruction spécifique sur les consignes de démarrage et arrêt des digesteurs (GEM IT 07 Consigne arrêt et démarrage digesteur), ainsi qu'un document faisant office de PV d'inertage du digesteur (GEM IS 08 PV constat visuel inertage digesteur).</p> <p>Concernant le gazomètre n°2, l'exploitant présente le PV de mise en service et le test d'étanchéité réalisés par le constructeur Micr'Eau en date du 2 mai 2025.</p> <p>L'exploitant ayant déféré à l'article 6 de l'arrêté de mise en demeure du 22 avril 2025 susvisé, il est proposé de lever ce point de la mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Incident – Accident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/03/2025, article R.512-69</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Déclaration et rapport d'incident.</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes</p>

de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Ce point a fait l'objet de l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°082-2025-04-22-00001 du 22 avril 2025.

L'exploitant précise que la fiche de déclaration d'incident a été réalisée le 19/03/2025 et transmise par courriel le 20/03/2025, suite à notification de la procédure par la DREAL. Cette fiche a fait l'objet d'une version complétée V2, réalisée le 10/04/2025 et déposée auprès de l'IIC par GMCA le 11/04/2025.

Elle retrace :

- L'arbre des causes,
- Les mesures correctives et préventives,
- L'évaluation de l'impact environnemental

L'exploitant ayant déféré à l'article 7 de l'arrêté de mise en demeure du 22 avril 2025 susvisé, il est proposé de lever ce point de la mise en demeure.

En complément, l'inspection informe l'exploitant que tout nouvel incident / accident doit faire l'objet d'une déclaration en utilisant le formulaire dématérialisé disponible sur le site [entreprendre.service-public.fr](https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R71939) disponible à cette adresse : <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R71939>.

En cas d'accident, la déclaration mentionnée ci-dessus devra être complétée, dans les meilleurs délais, par un rapport d'analyse comprenant a minima les causes, les effets et conséquences sur les personnes et l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour pallier les effets à moyen ou long terme.

De plus amples informations sont disponibles à cette adresse : <https://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/declarer-un-accident-incident-a26551.html>

Type de suites proposées : Sans suite